

P.S.C.E.
69, rue du Taur
TOULOUSE.- (H.G)

U.G.T.
71, rue du Taur
TOULOUSE.- (H.G)

A TOUTES LES CONSCIENCES LIBRES

Au mois de février 1953, les sbires de Franco, au cours d'une de leurs descentes périodiques, à la manière hitlérienne, dans les quartiers ouvriers de Madrid, appréhendèrent plusieurs cheminots ugétistes et socialistes qui s'occupaient d'apporter aide économique et réconfort moral aux camarades emprisonnés ou victimes des représailles franco-phalangistes.

Dans les cachots tragiques de la fameuse hélas ! Direction Générale de la Sûreté ils furent brutalisés à l'extrême. On voulait, coûte que coûte, leur arracher certains aveux dont la police avait besoin pour mieux continuer sa répugnante besogne. La police y parvint. D'autres socialistes et ugétistes furent arrêtés à Madrid, Barcelone et Bilbao.

Après les avoir torturés, quelques-uns furent relâchés. Néanmoins, de nombreux militants restèrent en prison, 18 à Madrid, 12 à Barcelone et 2 à Bilbao. Mais les sévices dont furent l'objet les militants ugétistes et socialistes atteignirent tel degré de cruauté qu'un de ces camarades, TOMAS CENTENO, y trouva la mort. Huit jours après la mort de notre camarade Centeno, la presse espagnole publia le communiqué ci-après de la Direction Générale de la Sûreté :

"Plusieurs individus faisant partie
"d'une bande de bandits, d'escrocs et de faussaires, sur
"lesquels on a trouvé de nombreuses preuves de leurs agis-
"sements contre l'ordre social, ont été appréhendés récem-
"ment par la brigade politico-sociale de la Direction
"Générale de la Sûreté. Parmi eux figurait Rafael González
"Gil, secrétaire de l'organisation dont Tomás Centeno était
"le président, lui-même arrêté, administrateur et dépositai-
"re des sommes importantes qu'il recevait de l'étranger.
"Ses activités clandestines, comme le prouvent les innom-
"brables cachets et imprimés falsifiés de divers services
"et organismes officiels, qui ont été trouvés sur lui,
"étaient dissimulés derrière une affaire en commun de cons-
"truction et de fabrication de marbre artificiel. Centeno
"se trouvait également à découvert d'une grande partie des
"sommes reçues et dont il n'a pu fournir aucune justifica-
"tion sur leur emploi. Malgré tout, au cours de ses diverses
"dépositions, il s'était montré indifférent devant les
"graves accusations qui pesaient sur lui.
"Centeno a mis fin à ses jours dans le cachot où il était
"incarcéré, avec le tranchant d'une tige d'acier du sommier
"du lit qu'il occupait, ainsi que l'atteste le médecin de
"garde et après une inspection oculaire".

Ce communiqué tardif de la Direction Générale de la Sûreté a été la première et la seule information publiée en Espagne au sujet d'un fait qui a pourtant été connu rapidement dans son exacte réalité par tout le monde. En voici la vérité.

CENTENO fut arrêté le 15 février. On l'arrêta pendant qu'il était dans une clinique où son épouse venait de subir une importante intervention chirurgicale. Il est mort le 20; l'autopsie eût lieu le 21; son cadavre fut remis le 22, à la morgue du cimetière, à un frère et à un fils du défunt (âgé de treize ans), auxquels on déclara que, d'après le certificat médical, la mort de Centeno était survenue à la suite d'une "hémorragie interne".

Ceux qui ont vu le cadavre sont formels: le cadavre ne présentait aucun indice sur les poignets prouvant que Centeno s'était coupé les veines; par contre, il avait un coude fracturé et on relevait des traces aux chevilles donnant l'impression qu'on lui avait appliqué le système de torture appelé "la botte malaise".

Le communiqué de la Direction Générale de la Sûreté, modèle de cynisme dans son genre, pour vouloir prouver trop de choses tombe dans les plus grossières contradictions. Comment expliquer l'intervention de la brigade politico-sociale pour appréhender de vulgaires malfaiteurs, "une bande de bandits, d'escrocs et de faussaires" ? Quelle sorte de "bandits, d'escrocs et de faussaires" était cette bande qui avait un secrétaire et un président et pour ses "menées clandestines" recevait des "sommes importantes de l'étranger" ? Ce n'est pas "une bande de bandits". Ce que la Direction Générale de la Sûreté appelle ainsi, n'est que notre Commission Exécutive clandestine; les "sommes importantes reçues de l'étranger" sont le fruit de la solidarité internationale afin de subvenir aux besoins de nos prisonniers et des victimes des perpétuelles persécutions phalangistes. Quand à l'affaire de construction et de fabrication de marbre artificiel, ce n'était pas une couverture. C'est la manière honnête de travailler employée par nos camarades pour gagner leur vie. Notre camarade Centeno ne s'est pas suicidé. Ni en se coupant les veines "avec le tranchant d'une tige d'acier du sommier", comme on dit dans ce communiqué infâme, ni en se pendant avec les bretelles de son pantalon, comme osèrent dire dans leur première version les sbires de la Direction Générale de la Sûreté. Ceux qui ont connu Centeno savent qu'il était incapable de n'importe quelle défaillance morale y physique. C'était un militant qui savait affronter avec une impressionnante sérénité toutes les adversités.

Tous ceux qui sont passés par les tragiques sous-sols de la Direction Générale de la Sûreté et savent quelle sorte de méthodes y sont employées par les monstres qui ont pour mission d'arracher des aveux aux détenus, ne s'étonneront point qu'il ait succombé aux martyres de ces hyènes. TOMAS CENTENO ne s'est pas suicidé. Ils l'ont assassiné.

L'instruction du procès de ces camarades, que l'infâme note de la Direction Générale de la Sûreté voulait deshonorer les présentant comme "une bande de bandits, d'escrocs et de faussaires" est terminée. Au lieu d'un procès, il y en a deux. L'un, pour les cheminots, qu'on accuse d'avoir réorganisé le Syndicat

National des Cheminots. Les accusés sont au nombre de huit: Pascual MARTINEZ RUANO, Domingo APARICIO CAMARERO, Francisco REINOSA SANCHEZ y Angel MARTINEZ HERNANDEZ, pour lesquels le Ministère Public demande la peine de trente ans de prison; Angel GALLEGO LOZOYA et Diego BERMEJO ALVAREZ, pour lesquels le Ministère Public demande quinze ans de prison; Valentin ANGEL COLLADO et Manuel MERCADO FLORES, pour lesquels le Ministère Public demande douze ans de prison.

L'instruction de l'autre procès est contre : Rafael GONZALEZ GIL, Mateo Julian GARCIA de SANCHO et Anselmo PLASENCIA IGLESIAS, que l'on accuse d'avoir distribué des feuilles de propagande provenant de l'étranger. Dans ce procès était compris le pauvre Tomàs Centeno. Pour chacun des trois survivants le Ministère Public demande la peine de vingt ans de prison.

Les onze accusés, donc, totalisent, si les peines demandées par le Ministère Public sont acceptées, DEUX CENT TRENTE-QUATRE ANS DE PRISON. Mais, comme tous ou presque furent condamnés auparavant à des peines très graves, même à la peine de mort, pour le délit de "rébellion", c'est-à-dire, pour avoir défendu contre les généraux insurgés le régime légal de l'Espagne, la République, que les espagnols élirent librement, et en étant condamnés à nouveau ils auront à purger, de leur condamnation première, les années de prison graciées pour leur donner la "liberté surveillée", cela veut dire que quelle que soit la peine qui leur sera infligée maintenant cela représente les ensevelir en prison pour le reste de leurs jours.

Devant une telle monstruosité, les Commissions Exécutives du Parti Socialiste Ouvrier Espagnol et de l'Union Générale des Travailleurs d'Espagne, s'adressent à la Confédération Internationale des Syndicats Libres et à l'Internationale Socialiste, à toutes les Organisations démocratiques, à la Presse, à toutes les consciences libres du monde, pour qu'elles réagissent de façon adéquate et empêchent que le régime franco-phalangiste condamne quelques hommes dont le seul délit est d'aspirer à vivre librement dans leur patrie.

En ce moment où Franco, gonflé par l'amnistie internationale accordée avec les récents traités économiques et militaires, se permet des insolences à l'égard de certaines puissances démocratiques, cette nouvelle insolence d'aujourd'hui que supposent les procès de Madrid -ainsi que d'autres nombreux procès en cours dans diverses villes d'Espagne- constituent un affront; plus encore, un défi au monde libre. Le monde libre, s'il ne veut pas abdiquer du plus élémentaire de ses devoirs, doit lui donner rapidement une réplique énergique et efficace.

Toulouse, le 1^{er} Février 1954

LES COMMISSIONS EXECUTIVES DE L'UNION GENERALE DES
TRAVAILLEURS D'ESPAGNE EN EXIL ET DU PARTI SOCIALISTE OUVRIER
ESPAGNOL

